

STRATÉGIE CLIMAT ET ENGAGEMENT PUBLIC DES ENTREPRISES



Stratégie climat et engagement public des entreprises

Construire la cohérence avec les Affaires publiques

Mai 2026

EPE
Entreprises pour l'Environnement

12

Pratiques d'entreprises présentées

+20

Référentiels, guides et standards recensés

498

milliards d'€

d'investissements climat réalisés par l'Union européenne dans le cadre de ses politiques publiques en 2023 (source : I4CE)

EPE

Entreprises pour l'Environnement

www.epe-asso.org



Scannez pour accéder à la publication

Construire la cohérence avec les Affaires publiques

Les travaux menés avec les entreprises membres de l'Association française des Entreprises pour l'Environnement (EPE) au sein du Comité Affaires publiques soulignent la matérialité croissante pour les entreprises de l'engagement public vis-à-vis des politiques climatiques.

La mise en cohérence des stratégies d'influence et de transition bas-carbone sécurise les opportunités économiques et trajectoires d'investissement de la décarbonation, réduit les risques de déconnexion réglementaire. Elle devient également un critère majeur de la crédibilité des stratégies climat des entreprises auprès de leurs investisseurs et parties prenantes.

L'engagement en faveur des politiques publiques climatiques : un enjeu stratégique pour les entreprises

► L'enjeu et les conditions de succès

- Entreprises et investisseurs sont conscients de la dépendance entre leurs trajectoires de décarbonation* et les politiques publiques climatiques : mix énergétique décarboné, cadre financier incitatif, promotion des solutions vertueuses, achats publics, etc.
- L'engagement direct et indirect de ces acteurs privés vis-à-vis des politiques publiques est un levier pour répondre à cet enjeu. Cela passe notamment par la promotion de cadres réglementaires et volontaires équilibrés associant compétitivité, innovation, résilience et décarbonation.
- L'efficacité et la crédibilité de ce levier dépendent de la capacité des entreprises à mettre en œuvre une cohérence à la fois interne – entre leurs stratégies climat et les activités des Affaires publiques – et externe – entre leurs positions et celles des associations professionnelles auxquelles elles adhèrent.

► Un sujet de dialogue grandissant

- L'engagement vis-à-vis des politiques publiques climatiques devient notamment une composante du dialogue stratégique avec les investisseurs, formalisé par des demandes de transparence et d'évaluation des dépendances externes, des pratiques et des risques associés.
- Cet enjeu est de plus en plus normalisé dans les référentiels réglementaires et volontaires structurants et intégré dans les stratégies de transition des entreprises. Le développement de méthodologies et le partage de bonnes pratiques entre les différents acteurs (entreprises, investisseurs, fédérations, etc.) stimulent l'amélioration continue au sein des entreprises.

* Le terme « décarbonation » est utilisé dans ce document pour décrire toute action visant à une réduction d'émissions de gaz à effet de serre.



Responsible Climate Lobbying:
The Global Standard



Exemples de référentiels d'évaluation de l'action climatique des entreprises intégrant l'enjeu d'engagement public climatique (sources : EPE, The Good Lobby)

Une diversité de pratiques est déjà déployée par les entreprises

- **Penser l'engagement public responsable dans l'organisation et la stratégie de l'entreprise.** En interne, une transformation collective est à l'œuvre, avec une coordination et une gouvernance impliquant les équipes Affaires publiques, ainsi que stratégie, RSE, juridique, finance, relations investisseurs, etc.

Cf. témoignages d'EDF et Schneider Electric.

- **Élaborer et diffuser des outils pour appuyer ces transformations internes au sein des entreprises** : code de conduite et principes de lobbying responsable, grilles de sélection et critères d'évaluation des associations professionnelles, publication de revue d'activités d'influence et d'évaluation des associations, processus de dialogue, voire d'escalade, en cas d'écart des positions avec celles des associations.

Cf. témoignages d'Air Liquide et Engie.

- **Évaluer et engager les associations professionnelles.** L'implication de l'entreprise au sein d'associations et fédérations professionnelles, ainsi que les démarches d'évaluation de leurs positions sur les politiques climatiques constituent

un premier pas pour engager le dialogue avec ces associations afin d'assurer la cohérence avec la stratégie de l'entreprise.

Cf. témoignages de Renault Group et TotalEnergies.

- **Agir avec l'écosystème en s'appuyant sur un dialogue constructif – de l'entreprise vers les associations, ainsi que des investisseurs vers l'entreprise – constitue le levier d'action principal**, que ce soit dans une optique de transparence, de mise en cohérence ou d'engagement pour des politiques climatiques ambitieuses.

Cf. témoignages de BNP Paribas AM et Tikehau Capital.

- **Des actions collectives émergent via des coalitions** œuvrant en faveur d'une influence responsable et promouvant la construction de politiques publiques climatiques ambitieuses, dans le respect des réglementations applicables, notamment en matière de représentation d'intérêts et de droit de la concurrence.

Cf. témoignages de Kering, Michelin et Veolia.

L'enseignement clé : l'engagement public climatique et cohérent, un levier d'action des Affaires publiques

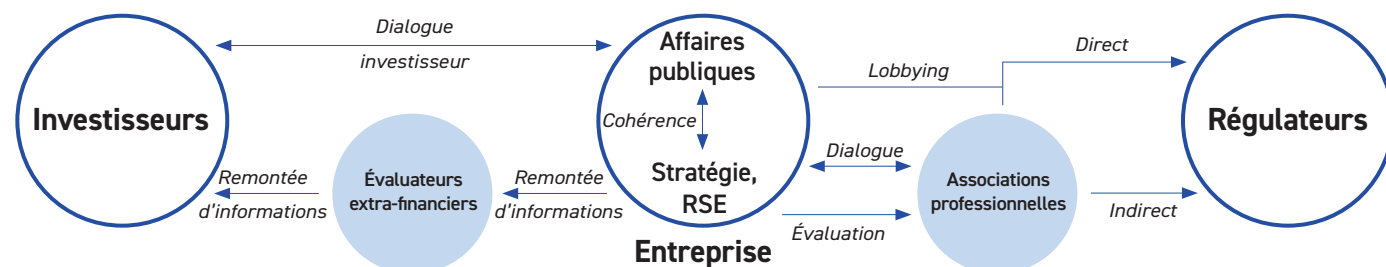
Les pratiques identifiées révèlent un nouveau potentiel d'action des fonctions Affaires publiques au service de la stratégie bas carbone des entreprises : accélération de la création de cadres favorisant résilience et compétitivité, meil-

leure coordination sur les sujets d'engagement public, opportunité d'engagement interne et de pédagogie sur leur rôle, renforcement du dialogue investisseurs, mobilisation sectorielle accrue.

Affaires publiques et décarbonation, de multiples connexions appelées à se renforcer

L'engagement proactif en faveur de politiques climatiques est une démarche parfois encore récente, et représente pour les entreprises un potentiel important d'accélération de leur transformation dans un contexte de concurrence accrue, où la décarbonation est la fois facteur de résilience et d'opportunités. Les directions Affaires publiques sont naturellement amenées à y jouer un rôle de plus en plus central : interface

clé de dialogue au sein et en dehors de l'entreprise, elles sont garantes de la cohérence de l'action de l'entreprise dans son écosystème. En connectant les acteurs en prise avec le modèle d'affaires de l'entreprise avec les enjeux économique et réglementaire de la décarbonation, leur rôle de *business partner* est renforcé. *In fine*, l'engagement public climatique contribue ainsi à la création de valeur pour l'entreprise.



La cohérence de l'engagement public climatique de l'entreprise, moteur d'interactions croissantes entre celle-ci et son écosystème (source : EPE)